

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales

**NÉGOCE DES MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 5 DU 19 DÉCEMBRE 2006

RELATIF AUX CLASSIFICATIONS

NOR : ASET0750350M

IDCC : 398, 533

Entre :

La fédération française du négoce des matériaux de construction,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des industries des ciments, carrières
et matériaux de construction CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

Article 2

Disparition du coefficient 150 de la classification

Afin de tenir compte de la pratique réelle des entreprises en matière de classification, les parties ont décidé la suppression du coefficient 150 du niveau I de la grille de classification.

En conséquence, le personnel classé, à la date d'application du présent accord, au coefficient 150 devra respectivement être positionné au coefficient 165 du niveau I de la grille de classification.

Le bilan de l'incidence de la suppression du coefficient 150 du niveau I de la grille de classification figurera dans le rapport de branche annuel.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tard au 1^{er} janvier 2007.

Article 4

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 5

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 6

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 19 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)